

COLOMBIE

Craintes pour la sécurité

Membres de l'organisation non gouvernementale de défense des droits humains Corporación REINICIAR

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
Index AI : AMR 23/043/2007
AU 303/07
ÉFAI

12 novembre 2007

À Bogotá, une effraction a eu lieu dans les locaux de l'organisation non gouvernementale (ONG) de défense des droits humains Corporación REINICIAR. Cette effraction représente un danger pour les membres du personnel, ainsi que pour des personnes défendues par l'ONG.

Dans la matinée du 6 novembre, des membres de Corporación Reiniciar sont arrivés sur leur lieu de travail et ont constaté qu'une effraction avait eu lieu. Ils ont signalé que des serrures avaient été forcées sur des armoires contenant des dossiers, ainsi que sur des tiroirs de bureau. Le personnel a également remarqué qu'un dossier manquait. Celui-ci concernait la disparition forcée d'un membre du parti de gauche Unión Patriótica (UP). Des militaires étaient impliqués dans cette affaire. Plus de 3000 membres de l'UP ont été tués ou victimes de disparitions forcées depuis la création du parti en 1985, essentiellement de la main des forces de sécurité ou de groupes paramilitaires soutenus par l'armée. Corporación Reiniciar a fait campagne pour que les familles de ces personnes obtiennent justice.

Les intrus ont laissé un morceau de ruban noir dans l'une des armoires qu'ils avaient forcées. Les membres de l'ONG craignent que ce ruban ne soit une menace, en raison de son association symbolique avec le deuil. Deux téléphones mobiles ont également été dérobés. Ils avaient été fournis au personnel par le gouvernement, à titre de protection. Le coffre de l'ONG a également été ouvert. Une faible somme d'argent a été volée par rapport au total qu'il contenait.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les organisations comme la Corporación Reiniciar, qui œuvrent à la défense et à la promotion des droits humains, sont fortement exposées aux attaques et aux manœuvres d'intimidation, en particulier dans le contexte d'un conflit armé interne comme celui qui sévit depuis des années en Colombie.

En 2002, du fait des menaces constantes visant cette ONG, et de sa situation de vulnérabilité, la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains a décidé d'adopter des mesures conservatoires. Elle a demandé au gouvernement colombien de prendre des dispositions concrètes pour assurer la protection des membres de Corporación Reiniciar. Le 10 octobre 2007, l'ancien président de l'UP a témoigné lors d'une audience de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

Au cours de l'année, les bureaux de plusieurs ONG de défense des droits humains ont fait l'objet d'effractions à Bogotá (voir AU 165/07, MAR 23/018/2007, 28 juin 2007).

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous préoccupé par la sécurité des membres de la Corporación Reiniciar, une ONG dont les bureaux ont subi une effraction au début du mois de novembre ;
- priez les autorités de prendre des mesures efficaces, conformément aux souhaits des membres du personnel de cette organisation, en vue de les protéger et de leur permettre de poursuivre leur action légitime et essentielle en faveur des droits humains, sans crainte d'être intimidés ;
- engagez les autorités à diligenter des investigations approfondies et impartiales sur cette effraction, à en rendre publiques les conclusions et à déférer à la justice les responsables présumés ;
- appelez les autorités à élaborer, en collaboration avec des défenseurs des droits humains, des politiques et plans visant à garantir la sécurité de ces derniers, conformément aux principes de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, et à rendre ces plans publics.

APPELS À

Président de la République :

Señor Presidente Álvaro Uribe Vélez

Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-2, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 337 5890 / 342 0592

Formule d'appel :

Excmo. Sr. Presidente Uribe, / Monsieur le Président de la République,

Ministre de l'Intérieur et de la Justice :

Carlos Holguín Sardi

Ministro del Interior y Justicia

Ministerio Del Interior Y De Justicia, Carrera 9a. No. 14-10, Bogotá D.C. Colombie

Fax : +57 1 560 46 30

Formule d'appel :

Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,

Procureur général :

Mario Germán Iguarán Arana

Fiscal General de la Nación, Fiscalía General de la Nación

Diagonal 22B (Av. Luis Carlos Galán No. 52-01), Bloque C, Piso 4

Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 570 2000 (un message préenregistré en espagnol vous indique alors de composer le numéro de poste 2017)

Formule d'appel :

Estimado Sr. Fiscal, / Monsieur,

COPIES

Corporación Reiniciar

Calle 19 #3-10, Edificio Barichara Torre B,

Bogotá, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 25 DÉCEMBRE 2007,

VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.